

# La Fracture - précis sur les inégalités mondiales et les solutions à apporter

## Un livre de Jason Hickel

Partage international n° [367](#) - Mars 2019

par Victoria Gater

Cet ouvrage passionnant et de lecture facile est essentiel pour qui souhaite approfondir sa compréhension de la manière dont nous avons créé un monde aux inégalités aussi frappantes et à la pauvreté aussi répandue.

Jason Hickel a consacré de nombreuses années de recherche aux déterminants structurels de la pauvreté. Il les expose ici, faisant ressortir couche après couche les injustices infligées par les pays du Nord aux pays du Sud, à partir d'un point de départ assez équitable en terme de normes de vie des gens ordinaires dans le monde des années 1500, jusqu'aux siècles de misère et de pillage, qui ont conduit aux inégalités profondes et toujours plus grandes que le monde connaît aujourd'hui.

J. Hickel commence par réfuter à la fois le concept de fracture naturelle et le mythe désormais profondément enraciné des pays « *développés* » et « *en développement* ». Il décrit en quoi ce dernier est une construction introduite par le président Truman pour expliquer les inégalités flagrantes entre les pays riches d'Europe et d'Amérique du Nord, et les pays du Sud, et avec quelle facilité elle fut acceptée, ainsi que l'idée « *altruiste* » qui en découle : l'aide peut contribuer à éliminer la pauvreté.

Les données récentes sont en mesure de changer ce paradigme : elles montrent que pour chaque dollar d'aide versé au Sud, 24 dollars reviennent au Nord, rendant les pays pauvres créanciers nets des pays riches - les pauvres « *développent* » donc les riches, et non l'inverse. Ces transferts de ressources du Sud au Nord comprennent les paiements d'intérêts sur les dettes, la fuite des capitaux, la facturation faussée des transactions commerciales et l'évasion fiscale. Le discours, voire la propagande, occulte ces schémas de prédation qui appauvrissent activement les pays du Sud et dissimule le fonctionnement réel de l'économie mondiale.

La pauvreté a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières décennies, et pourtant, le discours dominant prétend qu'elle se réduit. Ce mensonge est développé par l'édifiant examen des méthodes statistiques trompeuses utilisées par les institutions mondiales pour masquer la réalité. Par exemple, les objectifs du millénaire pour le développement pour la réduction de la pauvreté et de la faim, ont été modifiés avec le temps et dilués. Les mesures du seuil de pauvreté ont été manipulées, ce seuil généralement fixé à un peu plus d'un dollar par jour étant complètement irréaliste pour la survie. Quand on l'évalue à 5 dollars par jour, ce que la plupart des spécialistes considèrent comme minimum réaliste pour une survie des plus élémentaires, ce sont 4,3 milliards de personnes qui vivent au-dessous de cette ligne, un nombre quatre fois supérieur à ce que la Banque mondiale voudrait nous faire croire.

Le plan économique de réduction de la pauvreté repose principalement sur une croissance illimitée du PIB mondial (Produit intérieur brut), mais ce modèle n'accorde que peu d'attention à la répartition des ressources ou aux conséquences écologiques. En outre, il est bien connu que la croissance du PIB ne profite pas aux pauvres, et des économistes tels que David Woodward ont même montré que l'utilisation de ce modèle ne peut tout simplement pas fonctionner : ce modèle contient une impossibilité structurelle à l'éradication de la pauvreté.

Par conséquent, les gouvernements et les autres institutions mondiales masquent activement la vérité, cherchant par exemple à dissimuler le fait que le fossé entre pays riches et pauvres a pratiquement triplé au cours des dernières décennies, car la vérité connue rendrait évidente la nécessité d'une restructuration majeure de l'économie mondiale pour répartir beaucoup plus équitablement la richesse mondiale. Ainsi, soutient J. Hickel, le « *récit de la bonne nouvelle* » joue un rôle important dans la justification de l'ordre économique actuel.

Il est impossible d'examiner la croissance économique de l'Occident sans examiner la base sur laquelle elle s'appuie. J. Hickel nous ramène à l'époque de Christophe Colomb, où la création de la pauvreté a commencé. Il décrit comment C. Colomb et les conquistadors européens qui ont suivi ont pillé les pays d'Amérique du Sud, pris l'or et l'argent,

asservissant violemment et massacrant des millions d'indigènes. En fait, dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle, 95 % de la population latino-américaine avait été décimée, beaucoup mourant en esclavage, d'intoxication au mercure lors de l'extraction de l'argent et de l'introduction de maladies telles que la variole.

Par ces transgressions, l'Europe a bénéficié de sa première « *rente écologique* » : grâce au commerce de l'argent, l'Europe pouvait désormais importer des biens et des ressources qu'elle n'aurait pas eu la capacité de produire de son sol, c'est-à-dire qu'elle développait son économie au-delà de ses limites naturelles. Par conséquent, l'Europe disposait désormais de la richesse nécessaire pour se tourner vers l'industrialisation.

Le voyage succinct de J. Hickel dans l'Histoire continue avec un aperçu de la violence, du pillage et du colonialisme subis par des régions d'Afrique et d'Asie : asservir les gens, extraire les ressources tout en constituant d'énormes richesses en Europe, puis aux Etats-Unis, revient à appauvrir les pays du Sud. Le « *mouvement des enclosures* » a également déplacé des paysans de leurs terres, les forçant à entrer sur le marché du travail, dans l'industrie. Il cite le journaliste uruguayen Eduardo Galeano qui affirme : « *L'économie coloniale s'est construite en fonction du marché européen et au service de celui-ci.* »

Le colonialisme avait conduit à des niveaux d'inégalité stupéfiants, mais le krach de Wall Street de 1929 apporta d'énormes changements à l'ancien ordre économique. Au cours des décennies suivantes, de nouvelles théories économiques ont vu le jour, comme le keynésianisme, et un nouveau mouvement est apparu dans de nombreux pays post-coloniaux, prônant l'indépendance économique et une répartition plus équitable de la richesse, c'est-à-dire un développement réel. L'inégalité et la pauvreté diminuaient. Mais au lieu de s'en féliciter, les Etats occidentaux ont refusé de perdre leur accès à la main-d'œuvre bon marché, aux matières premières et aux marchés de consommation mondiaux du Sud sur lesquels ils comptaient désormais. D'un autre côté, le pouvoir politique croissant des pays du Sud érodait le système mondial qui s'était construit. Ainsi a suivi la période des coups d'Etat violents, empêchant la démocratie de s'établir dans de nombreux pays.

J. Hickel explique comment le système paralysant de la dette (autre facteur majeur derrière la croissance des inégalités) a été créé : depuis la formation du G7, institué à l'origine pour bloquer le développement dans les pays du Sud, jusqu'à

la façon dont l'endettement de ces pays a été stimulé, particulièrement ceux en proie à la dictature.

Le FMI a mis en œuvre ses infâmes Programmes d'ajustement structurel (PAS) conditionnant toute aide au refinancement des dettes. Les PAS incluaient l'obligation pour les pays en développement de réorienter leurs flux de trésorerie, comme les recettes publiques et les dépenses sociales, vers le service de leur dette, transférant ainsi efficacement leur richesse aux banques les plus riches de l'Occident. Les PAS forçaient les pays à déréguler radicalement leurs économies, à réduire les tarifs douaniers, à supprimer les subventions à l'agriculture, etc. Les PAS sont maintenant largement reconnus comme l'une des principales causes de la pauvreté au XX<sup>e</sup> siècle : depuis leur création dans les années 1980, le Sud a versé 4,2 milliards de dollars en paiements des seuls intérêts de sa dette. Selon J. Hickel : « *Le montant que le Sud dépense collectivement chaque année pour le service de la dette dépasse largement le montant estimé nécessaire par l'Onu pour éradiquer totalement la pauvreté. Vous pourriez annuler la dette et la pauvreté mondiale d'un coup, si vous pouviez mobiliser la volonté politique.* »

Le recours généralisé et historique à la violence pour imposer le remboursement de dettes contribue à expliquer pourquoi les pays du Sud ne sont tout simplement pas en mesure de faire défaut. Cela est illustré par l'histoire édifiante de Thomas Sankara - jeune président du Burkina Faso dans les années 1980 qui qualifiait la dette de « *néo-colonialiste* ». Pour des raisons morales et dans l'intérêt de son peuple, T. Sankara a déclaré qu'il ne paierait pas. Considéré comme dangereux par les puissances occidentales pour avoir potentiellement galvanisé un mouvement de résistance à la dette, il a été assassiné lors d'un coup d'Etat.

Autre tactique utilisée contre le Sud : les accords de libre-échange orchestrés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui ont vu le jour à la même époque que les PAS, et dont les effets sont dévastateurs. En pratique, les pays en développement n'avaient guère le choix en matière d'adhésion, leur économie ayant été réorganisée en vue de l'exportation. J. Hickel nous fait traverser les injustices auxquelles sont confrontés différents pays du Sud de la planète qui subissent l'énorme déséquilibre de pouvoir inhérent à la théorie du « *libre-échange* ». Il décrit la critique du libre-échange par Karl Marx, qui explique que le niveau respectif des dotations en capital et en main-d'œuvre est le produit de processus historiques et politiques : il ne procède pas de la nature mais est créé par

l'homme.

Exemple d'une décision de l'OMC ayant provoqué une catastrophe humanitaire : en 2005, 25 000 travailleurs du secteur textile du Swaziland ont perdu leur emploi du jour au lendemain, en raison de la modification soudaine des règles sur les quotas appliqués aux importations de textiles en provenance d'Asie de l'Est. Les entreprises du monde entier se sont alors relocalisées pour profiter d'une main-d'œuvre moins chère. Un grand nombre de femmes ont dû recourir à la prostitution pour gagner leur subsistance, ce qui a sérieusement exacerbé la crise déjà dévastatrice du sida.

Pour couronner le tout, le pillage des pays du Sud continue de faire rage au XXI<sup>e</sup> siècle avec l'évasion fiscale des multinationales, l'accaparement des terres et les destructions dues aux changements climatiques, qui ont bien sûr les conséquences les plus graves sur nombre de pays les plus pauvres.

Dans la dernière section de son livre, J. Hickel nous laisse quelque espoir de réduire la fracture, explorant une gamme de solutions qui doivent être examinées de toute urgence. Par exemple, la résistance à la dette ; la démocratisation d'institutions de gouvernance mondiale telles que la Banque mondiale, le FMI et l'OMC ; l'introduction d'un commerce vraiment équitable, d'une sorte de

salaire minimum mondial ou même d'un revenu de base universel, d'une véritable justice fiscale ; la fin de l'accaparement de terres ; la lutte contre le changement climatique.

Il manque peut-être la prise en compte de la voix énorme et soutenue des peuples, comme l'a si souvent évoquée Benjamin Creme, qui sera cruciale pour obliger les gouvernements du monde à mettre en œuvre de tels changements.

Le chapitre final de J. Hickel, intitulé *La nécessaire folie de l'imagination*, comprend une citation pertinente de David Attenborough : « *Quiconque pense que l'on peut avoir une croissance infinie sur une planète finie est soit fou, soit économiste.* » Il nous invite à nous éloigner de la tyrannie des modèles obsolètes de croissance exponentielle infinie du PIB et de penser de manière plus relationnelle, de trouver des moyens de partager ce que nous avons déjà plus équitablement et de considérer l'équité comme la clé d'une économie plus écologique.

**Auteur :** Victoria Gater, collaboratrice de Share International basée à Frome au Royaume-Uni.

**Thématiques :**

**Rubrique :** [Compte rendu de lecture](#) ()